

UNE RÉOLUTION DU CONGRÈS DU RND MET FIN AU DOUTE

La question du 3^e mandat est réglée

On attendait le FLN (Front de libération nationale), c'est finalement le RND (Rassemblement national démocratique) qui le fait : à l'issue de son troisième congrès, clôturé hier vendredi à l'hôtel El-Aurassi, le parti du chef du gouvernement donne le coup de starter officiel à la campagne pour un troisième mandat désormais acquis à Abdelaziz Bouteflika.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Comme en 2003 à pareille période, ce ne sera donc pas le parti que préside Bouteflika, mais son rival proche «des décideurs» qui annonce presque la reconduction de l'actuel président à la tête de l'Etat et met fin au semblant de suspense autour de la question. «La résolution de soutien à Son Excellence le moudjahid Abdelaziz Bouteflika» adoptée par le 3^e congrès du RND, ne laisse ainsi aucune place au doute. On y lit, sans même le conditionnel d'usage, que le 3^e congrès du RND «annonce que le Rassemblement national démocratique soutiendra le projet de révision de la Constitution que soumettra Monsieur le Président de la République, dans le but de consolider l'Etat et d'améliorer le fonctionnement des institutions de la République, et, dans le même temps, exprime son souhait que cette révision constitutionnelle permettra au moudjahid Abdelaziz Bouteflika de se présenter pour un 3^e mandat à la présidence de la République». Le paragraphe d'après explicite bien la chose : «Soucieux de la poursuite et du parachèvement du processus de redressement national, le congrès déclare que le Rassemblement national démocratique soutiendra activement la réélection du moudjahid Abdelaziz Bouteflika pour un troisième mandat à la présidence de la République». Retrouvant sa verve d'antan après deux années de traversée du désert, le patron du RND, réélu à l'unanimité dès le premier jour du congrès chef du gouvernement pour la quatrième fois depuis lundi dernier, le confirmera d'ailleurs d'emblée

lors de sa conférence de presse animée hier à El-Aurassi : «Oui ! la révision de la Constitution aura lieu. Inévitablement, via le Parlement. Quant à la voie référendaire, c'est au président de décider.» Cette première sortie publique d'Ouyahia après son retour au Palais du gouvernement révèle, par ailleurs, un chef de l'exécutif très sûr de lui et qui a certainement de solides garanties. Ainsi, et contrairement à Belkhadem qui, dès sa prise de fonctions en mai 2006, disait n'être là que comme «coordinateur» des activités du gouvernement, Ouyahia, lui, répond sèchement à la question : «Oui, je vais exercer pleinement mes prérogatives de chef du gouvernement !» Est-il là pour préparer le troisième mandat de Bouteflika ? Il ne s'en cache nullement. J'ai aucune gêne à le dire : «Je suis également là pour préparer les prochaines batailles politiques car, comme c'est le cas des responsables dans tous les pays du monde, j'appartiens à une famille politique que j'assume pleinement.» Sans surprise, le nouveau chef du gouvernement affirmera que «s'agissant d'un simple remaniement du gouvernement, il n'y aura pas de présentation d'un programme de gouvernement au Parlement». Très offensif, Ouyahia veut visiblement donner l'image d'un chef de l'exécutif qui décide et qui ne cède pas. «Les priorités du gouvernement ne seront, en aucun cas, fixées par les pneus qui brûlent ou par les digues dressées pour barrer les routes ! Cela s'appelle atteinte à l'ordre public auquel cas, croyez-moi, la loi sera appliquée !» Comme lors de ses interventions au congrès, Ouyahia, qui a plus



Un soutien indéfectible à Bouteflika.

Photo : Samir Sid

parlé en sa qualité de chef du gouvernement hier à El-Aurassi, affirme que la priorité est «de mettre fin à la médiocrité ambiante et au laisser-aller». Préconisant «plus d'Etat» et «plus de fermeté», il dira que «dans la société qui est la nôtre, l'on en est arrivé au point où des jeunes tuent leurs pères ou leurs mères pour 200 DA ! (...) Cela doit changer : d'abord par la primauté de la loi. De même que par un sursaut national pour se réveiller de la somnolence de l'aisance financière». Sur sa lancée, ouyahia s'engage à mener «une lutte sans pitié contre la corruption. Et l'avenir vous le dira !» Il ira même jusqu'à lancer cette «impopulaire» menace : «Je suis personnellement pour l'établissement de la peine de mort pour sanctionner les grands détournements, le trafic de drogue et la violence contre les enfants.»

Quand Ouyahia achève Belkhadem !

Pour mieux se faire distinguer de son prédécesseur, Ouyahia fait montre de positions pour le moins «osées» sur deux questions au moins : l'adhésion de l'Algérie au projet de l'Union

pour la Méditerranée et sur «l'éducation islamique». «S'agissant de cette affaire de l'UPM, ma doctrine est que, dès qu'il est question de l'extérieur, il n'y a que l'intérêt de l'Algérie qui prime.

La question palestinienne reste toujours sur nos têtes. Mais que l'on n'en fasse pas un fonds de commerce ! Mahmoud Abbas lui-même sera présent à la cérémonie du 13 juillet. Je tiens à rappeler une phrase du président Bouteflika en 2005 : plus aucun Algérien ne mourra pour un autre pays que l'Algérie. Sur les 44 pays concernés, il n'y a qu'en Algérie que ce débat a lieu. Cela me rappelle toute l'agitation qui a suivi l'affaire de la poignée de main entre le président Bouteflika et le Premier ministre israélien aux obsèques de Hassan II. Franchement, qu'est-ce que ça coûterait d'être présent à ce sommet ?» Cela «alors même que des pays comme la Palestine, la Syrie et le Liban, par exemple, qui ont toujours des territoires occupés par Israël n'ont pas soulevé de tels débats».

Quant à cette revendication incessante des islamistes d'octroyer toujours davantage de

volume horaire dans les programmes scolaires à «l'éducation islamique», Ouyahia ne cède pas au confortable discours populiste : «Même si je ne suis pas un spécialiste de la pédagogie, je ne vois pas l'utilité d'imposer cette matière durant tout le processus scolaire. En plus, nous avons déjà 7 instituts des sciences islamiques. Nous avons 17 000 mosquées en Algérie. Ces instituts nous fournissent 4 000 imams par an. Ils vont travailler où ? Je crois que pour l'initiation à la religion, le palier primaire suffit. Celui qui veut se spécialiser dans le fikh (l'exégèse, ndlr) n'a qu'à aller à la mosquée.» Rarement, ce problème n'a été évoqué de cette façon à un tel niveau de responsabilité...

K. A.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE Des révocations en attendant le remaniement

La session disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), qui s'est ouverte samedi dernier au siège du ministère de la Justice sous la présidence de Kadour Baradja, s'est achevée jeudi. Au terme de cette session, le CSM a prononcé 9 révocations, 6 mises à la retraite d'office, des suspensions temporaires, des déplacements d'office et 2 acquittements. Cette troisième session, en moins de six mois, a eu à plancher sur les dossiers de 22 magistrats. Les dossiers soumis devant le Conseil supérieur de la magistrature concernent, entre autres, les faits suivants : trafic d'influence, manquement à l'obligation de réserve et corruption. L'affaire la plus en vue implique 7 ex-magistrats de la cour de Tébessa, dont le président et le procureur général. Ils sont poursuivis pour délit de partialité dans le traitement d'une affaire qui implique le président de la Chambre de commerce et d'industrie des Nememchas, Saâd Guerboussi. La majorité de ces magistrats sont sous le coup d'une suspension depuis près de six ans. Sur le plan pénal, ces derniers ont bénéficié au mois de mars d'un acquittement prononcé par la cour d'Annaba. Les délibérations des membres du CSM ont au sujet de cette affaire débouché sur 2 révocations, 2 rétrogradations et 5 mises à la retraite d'office. Après cette session disciplinaire, le CSM tiendra, durant la première quinzaine de juillet, une session ordinaire. Un mouvement de magistrats est prévu. Il devra toucher pas moins de 500 d'entre eux à travers plusieurs cours et tribunaux du pays. Il est également attendu la nomination de 14 présidents de cour et procureurs généraux.

N. I.

SAÏD SADI À PROPOS DE LA NOMINATION D'OUYAHIA :

«C'est une vente concomitante»

L'extraction d'Ahmed Ouyahia à la routine partisane pour lui confier de chapeauter de nouveau l'action de l'exécutif précise une intention du pouvoir à réviser la Constitution. Le président du RCD, Saïd Sadi, qui a présidé jeudi aux travaux du conseil national du parti, a estimé qu'il y a franchement un risque d'aller vers le remodelage du texte constitutionnel.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Le premier responsable du RCD comprend la nomination d'Ahmed Ouyahia à la chefferie du gouvernement en remplacement de Abdelaziz Belkhadem comme la traduction d'une vente concomitante, c'est-à-dire qu'Ouyahia, qui aura à conduire le chantier devant permettre à Bouteflika de rester à El-Mouradia au-delà d'avril

2009, est, en retour, assuré de promotion. Si ce n'est cela, Saïd Sadi a considéré que le changement intervenu à la tête du gouvernement ne travaille pas à régler la crise.

Une crise qualifiée de critique et dont la résolution «ne semble pas constituer la préoccupation du gouvernement». Le président du RCD a estimé d'ailleurs que la vie politique nationale est sus-

pendue du fait de l'éventualité de la révision constitutionnelle.

Il a, en outre, déploré que Belkhadem ait été démis de ses fonctions sans qu'il n'y ait eu à présenter le bilan de son gouvernement devant le Parlement. Au sujet du nouveau chef du gouvernement, Saïd Sadi a rappelé qu'il a voté toutes les lois liberticides, dont l'amendement du code pénal en 2001, et qu'il est qualifié d'éradicateur alors qu'il soutient la charte pour la réconciliation nationale. Du président Bouteflika, il a dit qu'il «est un Mugabe soft». Le président du RCD s'est déclaré inquiet de la situation sociale. Il

prévoit une tempête sur le front social. Il a déploré, ce disant, que les syndicats autonomes ne jouissent pas la considération du gouvernement, alors qu'ils sont des partenaires sociaux et qu'ils ont un rôle à jouer dans le règlement des conflits sociaux. Cela étant, Saïd Sadi a rendu compte devant le conseil national du parti de ses déplacements aux USA, au Canada et en Europe.

Des périples qu'il avait consacrés à plaider l'impératif d'une observation internationale pour les consultations électorales.

S. A. I.